

Un dialogue inter-burundais s'impose aujourd'hui

Par Nyandwi Léon
 Le rythme des tueries des populations civiles dans tous les coins du pays a atteint un niveau très inquiétant. Dans moins de deux mandats le CNDD-FDD aura pu transformer le rêve démocratique au Burundi en un cauchemar interminable. La libre expression est devenue un crime - punissable par la mort dans la plupart des cas. Le choix que le régime Nkurunziza II présente au Peuple Burundais est clair : soit on soutient aveuglement le CNDD-FDD, soit on est candidat à l'exécution et personne n'est à l'abri ; opposants politiques, médias, société civile - cette folie épargne pas même les étrangers pas seulement incapable d'assumer son rôle constitutionnel primordial, c'est-à-dire assurer la sécurité des gens et biens, il est aussi devenu la source principale de l'insécurité.

Au niveau international, le gouvernement dirigé par le CNDD-FDD a perdu toute pertinence comme partenaire économique fiable devant les bailleurs de fonds. Pour un gouvernement représentant un pays dont le budget national dépend largement de l'aide extérieure, la légitimité internationale du gouvernement siégeant à Bujumbura est en danger. La corruption a atteint des niveaux historiquement jamais égalés. Du Président de la République jusqu'au plus bas niveau de l'administration, la corruption a été institutionnalisée. Le pillage étatique organisé devient de plus en plus une pratique gouvernementale bien assainie. Comme ce parti s'est substitué à la Justice et à l'État, il tue et pille et personne ne dit rien. Ceux qui défient cet état des choses le font à leurs risques et périls. Bref, on assiste à la suspension de l'État de droit au Burundi. Malheureusement on assiste également à un silence déplorable des hommes et femmes jadis réputés «intègres du régime». Selon une source digne de foi, certains auraient même été intimidés et giflés par le Général Nshimirimana Adolphe en présence du Président Nkurunziza. A l'heure qu'il est, le pire n'est plus la chance des grands banquiers au pouvoir mais plutôt le silence des gens bien et intègres dans diverses institutions. Aujourd'hui au Burundi la redoutable milice Imbonerakure a le droit de vie ou de mort sur n'importe quel être humain sur le sol burundais. La quasi-totalité des arrestations des SNR ou de la Police se soldent toujours ou presque par l'exécution sommaire d'un suspect innocent sans toute autre forme de procès. L'action du gouvernement n'est ni par ou pour le Peuple mais plutôt contre le Peuple. Une dictature s'est originaire au Burundi. L'autre source de perte de légitimité du CNDD-FDD découle de l'origine des institutions étatiques actuelles. Le parti de l'Honorable Ngendakumana Jaramie règne sur le pays sans le consentement du Peuple Burundais dans son ensemble. Les élections à candidat unique nous les avons connues au Burundi sous Micombero, Bagaza et Buyoya. Le CNDD-FDD lui-même est né pour combattre de telles pratiques. Alors le Conseil National de Défense de la Démocratie est-il devenu par après le Conseil pour la Défense de la Démocratie ? Contrairement à ce que les griots du pouvoir essaient toujours de faire valoir, le retrait de toute classe politique du processus électoral en 2010 est la conséquence et non la cause du fiasco du processus électoral 2010. L'entêtement et le jusqu'au-boutisme du régime Nkurunziza II en est la cause. La popularité du CNDD-FDD ne peut prouver. En refusant de reconnaître un tel gouvernement, l'Opposition s'est brillamment acquittée de ses fonctions et a établi un précédent noble. Ce n'est pas la terreur du trio Imbonerakure-SNR-Police et la complicité du CENI qui confère à la légitimité politique jusqu'au jour où le Peuple seul (et non les Bagumyabanga) aura le dernier mot dans la mise en place des institutions, la légitimité du régime Nkurunziza devrait être contestée car c'est aussi à la démocratie le dialogue s'impose. Autour de cet idéal une nouvelle Majorité est née au Burundi; Hutus, Tutsis et Twa, toutes tendances politiques confondues sont désormais convaincu que le dialogue offrirait la voie de sortie. La Communauté Internationale est aussi unanime. Il va falloir dialoguer avant que ça soit trop tard. En face de cette Majorité Silencieuse s'impose une nouvelle Minorité. Plus redoutable que celle qu'a jadis connu le Burundi: elle est composée d'une nouvelle génération restreinte d'intransigeants autour du Président Nkurunziza car d'autre part, elle jouit le support des dinosaures d'anciens régimes tels que Buyoya, Simbananiye, Mpozagara et consorts, dans le but de se protéger mutuellement contre la justice (pour crimes et pillages étatiques commis). Il fallait s'y attendre, le sage Peuple Burundais (Hutu, Tutsi, Twa et Ganwa) a finalement compris et commence à se lever comme un seul homme car la résistance est le seul langage compris par le pouvoir du CNDD-FDD. On assiste à la naissance des mouvements armés aux réclamations politiquement légitimes à la base des revendications : la restauration du processus démocratique et la ré surrection d'un état de droit au Burundi. Avec raison, le monopole de la légitime violence de l'État du régime Nkurunziza II lui est amplement contesté et cette tendance devrait s'accroître. Aggraver de tout bord par leur propre gouvernement, le Peuple n'aura pas tardé à riposter. Il ne faut plus chercher de midi à quatorze heures, la clique dirigeante au Burundi n'a plus de légitimité car la restauration du processus démocratique et la ré surrection d'un Etat de Droit au Burundi devront faire objet de négociation avant qu'il soit trop tard - sinon le pouvoir en place sera obligé par le Peuple Souverain du Burundi de Dialoguer ou Démissionner ! Par Nyandwi Léon